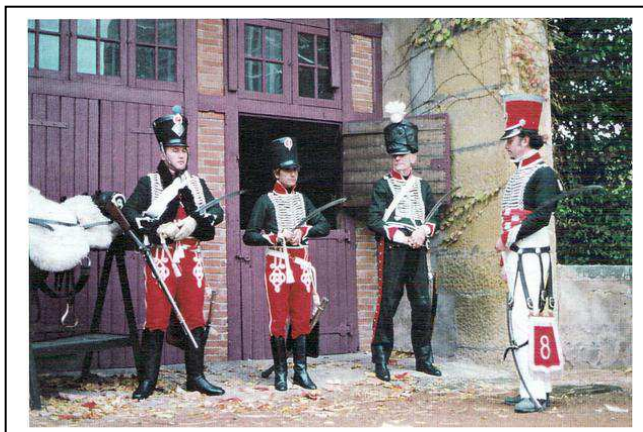


1815 : TEXTES ET RAPPORTS INEDITS



1998 !

Les festivités nationales liées au Bicentenaire du Premier Empire prenaient naissance à Bourg-en-Bresse au travers d'une exposition exceptionnelle sur le Premier Empire dans l'Ain sous ma responsabilité scientifique. Jeune doctorant, nouvellement entré aux Archives Départementales de l'Ain, je suis entré de plein pied dans cet événement qui devait durer jusqu'en juin 2015, avec cette exposition puis avec les grands rendez-vous de Golf-Juan, de Marengo et d'Austerlitz en vivant l'épopée au plus près comme reconstitueur, président de l'association Maréchal Suchet, armée des Alpes, avec mon uniforme de lieutenant du 8^e hussards / 4^e gardes d'honneur.



2007 !

Année de fondation de la S.E.H.R.I. Cette fondation fait suite au constat que les travaux universitaires restent la plus part du temps à la poussière des B.U. mais aussi que l'Emulation et le partage doivent dicter à l'Etude. Ainsi, le besoin de partager des recherches et des sources motivent les membres de l'association : depuis, au fil des anniversaires historiques et des cessions de recherches, les sociétaires à travers le forum, les publications, les conférences et les expositions font vivre l'étude scientifique destinée au plus grand nombre.

2014 – 2015 !

La Société des Etudes Historiques Révolutionnaires et Impériales participe activement, grâce à ses membres (Frédéric, Pierre-Baptiste, Laurent, Benoît et Didier) et ses contacts, nombreux et amicaux au bicentenaire de 1814, au château des Allymes, à Nantua et au colloque de l'Académie Napoléon à Lyon ; et de 1815 au colloque de l'Académie Napoléon à Lyon et à l'exposition virtuelle de l'Université de Warwick : <http://www.100days.eu/>

Elle s'inscrit aussi dans cette dynamique scientifique en publiant le présent recueil de documents inédits sur la campagne de 1815 et les Cents Jours.

Jérôme Croyet

Docteur en Histoire. Président fondateur de la S.E.H.R.I.

CENTS JOURS : RAPPORTS DU MINISTRE DE LA GUERRE

Mai 1815

Ministère de la Guerre.

Renseignements militaires fournis par M^r le B^{on} de la Sahla.

Il a rencontré, le 4 de mai, deux régiments de cavalerie Russe, à Dresde. Ils faisaient l'avant-garde du Corps du G^{al} Sacken, qui doit être à Dresde depuis le 9 mai.

Le G^{al} Sacken a loué la maison du Comte Marcolini pour un mois, ou, au moins il a fait arranger cette maison pour y rester ce temps. Les Russes marchent trois jours et se reposent le 4^e. La colonne du G^{al} Sacken est, dit-on, forte de 60 000 hommes. Ils ont une telle quantité de chevaux, qu'on est très embarrassé de leur fournir des fourrages.

Ils sont forts mécontents de ce qu'ils doivent faire un aussi long chemin. On leur a promis le pillage de Paris et ils n'attendent pas pis que cela. Ils ont fait d'affreuses dévastations en Silésie. Aussi les paysans se portent-ils très volontiers à leur donner des voitures pour les faire sortir du pays.

Cette colonne se dirigera par la Thuringe ; c'est-à-dire par Leipzig, Langensalza & ; les derniers Russes traversant la Thuringe le 22 juin. Ces données ne sont pas sûres, puisque les Russes ne se tiennent pas aux feuilles de route qu'ils ont reçues.

Une seconde colonne qui a passé par Prague est encore de 60 000 hommes, sous les ordres du M^{al} Barclay de Tolly. Elle doit être arrivée le 20 mai à Düsseldorf & environs.

Les troupes Autrichiennes s'organisent, à la vérité avec le plus grand empressement ; mais elles font, en Bohême, des marches et des contremarches inconcevables. Deux bataillons stationnés à ¼ de lieue de la frontière de Saxe sont revenus sur le même point, après avoir marché cinq jours.

Quinze mille Prussiens voulaient passer par une petite partie de la Bohême, pour y arriver à Hof ; mais ils ont été bien étonnés de trouver que les Bavares n'étaient pas disposés à leur livrer le passage. Ils ont pris un autre chemin & sont arrivés après de longs détours, à Mülhausen, dans les 1^{ers} jours de mai.

Le roi de Bavière prétend qu'ayant fait un contrat pour le passage des troupes Autrichiennes, il n'a pas besoin d'en laisser passer d'autres.

On arme en Saxe neuf régiments de Landwehr. On force les officiers à ½ solde d'y entrer, sous peine de perdre leur traitement. Ne voulant point qu'il y ait de volontaires en Saxe, on a distribué ceux qui s'étaient organisés dans la dernière guerre, dans différents autres régiments. Les simples soldats sont généralement portés pour l'Empereur. Il y a peu d'accord parmi les officiers, parce qu'une partie de ceux qui ont déserté à Leipzig, craignent le ressentiment du Roi de Saxe qui a eu l'imprudence de dire au Comte de Salms, qu'il ne connaissait pas d'uniforme que celui qu'il a donné avant la bataille de Leipzig. Mais la majeure partie de ceux qui tiennent pour l'Empereur se sont appliqués un mot d'une de ses proclamations : Ceux qui ont été contre moi, exaltent maintenant ma Gloire.

Les Saxons, près de Liège & de Juliers ont été trompés par le bruit que l'armée française entrait en Belgique & que l'Empereur était de sa personne à Huningue. Ils voulaient prendre les G^{aux} Blücher et Gneisenau, et les livrer au Français ; mais ils voulaient tuer le général Russel. D'ailleurs, ils n'étaient pas d'accord entre eux ; une partie des officiers s'y était opposée.

Le Roi de Saxe vient de donner le commandement de son armée au G^{al} Lecoq, qui est parti le 15 mai d'après un ordre reçu du Roi, pour se rendre précipitamment de Dresde à Vienne. Il est parvenu à faire savoir aux Saxons les intentions du Roi à son égard, et les officiers ont lu aux compagnies, le 23 mai, une espèce d'ordre du jour dans ce sens.

De Dresde, M^r de la Sahla s'est dirigé par Leipzig, Mersebourg, Langensalza, Mülhausen, Cassel, Giessen & Coblenze. Sur toute cette route, il n'a vu de troupes qu'à Giessen. Le Grand Duc de Hesse Darmstadt rassemblait des armes à Giessen.

Les chemins fourmillaient d'officiers Prussiens rejoignant en voitures, mais il n'a pas vu 50 soldats. Tous les militaires disaient que l'armée Prussienne manquait de munitions de guerre, et que c'était

la cause du retard de leur marche.

De Coblenz à Aix-la-Chapelle tous les villages étaient remplis de troupes Prussiennes. 3 000 ouvriers travaillaient à fortifier Cologne. Les nouveaux ouvrages de Juliers étaient terminés.

A Aix-la-Chapelle un régiment Prussien.

A Liège, pas de troupes. Le Roi Louis XVIII y organise les troupes dont on a parlé.

A Namur, il a vu beaucoup d'officiers, peu de soldats, mais un train immense. Le M^{al} Blücher était à la veille de quitter Namur pour venir à Charleroi.

Le préfet d'Huy et plusieurs autres magistrats de ce pays sont partis le 24 pour se plaindre au Roi de Hollande de ce que les troupes alliées épuisaient leur pays. Tous les habitants auxquels on a parlé ont assuré qu'elles n'y peuvent plus rester un mois.

A Charleroi, beaucoup de troupes. Le G^{al} Ziethen y commande. Il a, tous les jours, à sa table, plusieurs officiers émigrés. Les Polignacs sont à Alost. Le M^{al} Marmont avait fait répandre le bruit que le règne de Napoléon ne durerait plus longtemps, parce que les Français se lassaient de lui et que le meilleur moyen était de resserrer la France, sans y entrer. Il n'y a qu'une voix générale dans l'armée, qu'on attaquera la France après l'issue du Champ de Mai.

C'est le 26 que les avant-postes de Gerpennes ont reçu ordre d'intercepter toute communication. Elles avaient encore lieu avant cette époque, sous certaines restrictions.

L'affaire de M^r Buttreich est celle-ci. Il y a dix ou quinze jours qu'il a chargé un peintre Prussien, qui quittait Paris, d'une lettre qu'il adressait à quelques amis qu'il avait en Saxe, dans laquelle il les invitait à se souvenir de ce qu'ils devaient à leur Roi & à l'Empereur, et à entrer en correspondance avec lui. Le peintre, en arrivant à Aix-la-Chapelle a remis cette lettre au commandant Prussien, et les officiers Saxons ont été arrêtés.

Un article du Moniteur a produit le même effet que cette lettre. Cet article disait, que les officiers Saxons, dans un rassemblement, avaient bu à la santé de l'Empereur. Les Prussiens l'ignoraient. A la lecture de cet article, ils ont fait des recherches ; le fait s'est trouvé vrai, et ces officiers ont été arrêtés.

Ces indiscretions font beaucoup de tort.

Quelque bien disposés que soient les Saxons pour la France, la crainte d'être sacrifiés sera toujours cause qu'ils ne feront aucun mouvement, jusqu'à ce que l'Empereur leur ait donné une garantie suffisante, que jamais il ne consentira au partage de la Saxe.

L'Empereur prend dans ce moment en France, des dispositions républicaines. Pour gagner la noblesse Saxonne, il faudra adopter avec elle, un autre système & lui garantir les privilèges, ainsi qu'il l'avait fait antérieurement.

Alors il faudrait que le gouvernement Français s'adressait à un homme marquant & influant en Saxe.

Mais, d'un autre côté, si l'Empereur continue à assurer qu'il veut se borner à la France et ne plus rentrer en Allemagne, il est évident que les Saxons se regarderaient comme sacrifiés, car leur désir est qu'il y rentre pour rétablir tous sur l'ancien pied.

8 mai 1815.

Extrait des rapports particuliers sur la situation politique et militaire de l'Empire.

Givet, 4 mai.

Le L^t G^{al} Charbonnier mande que, d'après des renseignements positifs, les troupes étrangères ne font que des marches et contremarches, et que leur nombre est à peu près le même depuis Liège jusqu'à Namur.

A Jodoigne et à Louvain leur nombre a diminué depuis le 1^{er} de ce mois ; une partie se trouve à Gembloux et dans les villages voisins, à 4 lieues de Namur.

Il y a toujours à Namur 5 à 6 000 Prussiens et Westphaliens. Dans le nombre il en est qui se disent Russes, mais on sait qu'ils sont Prussiens.

La ligne depuis Bovigne jusqu'à Gerpennes est renforcée : à Marche et à Rochefort, les piquets sont

triplés.

A S^t Gerard, Senal et Hermetton (sur Biert) les postes sont également renforcés, et on arrête tous les voyageurs indistinctement.

A Fosses et à Fleurus, jusques près de Sombreffe, toutes les troupes ont changé de cantonnements. Leur nombre n'est augmenté que d'un bataillon et de 3 compagnies de Chasseurs à pied, qui déclarent venir de Maëstricht pour faire place aux Russes. Il y a peu de changement à Dinant ; 3 000 fantassins sont à Yvoir, et beaucoup de Lanciers à Bouvignes.

Montpellier, 1^{er} mai.

L^t G^{al} Ambert rend compte, suivant le rapport du commandant de l'Aveyron, que l'esprit public s'est un peu refroidi dans ce département depuis qu'il est question du rappel des militaires. Plusieurs de ces derniers, appartenant au canton de Bozouls, ont déchiré leurs cartes d'appel, et ont manifesté l'intention bien prononcée de ne pas partir.

Le G^{al} Ambert dit que les malveillantes s'agitent pour empêcher le départ des militaires, et qu'ils ne réussissent que trop, malgré la surveillance que l'on exerce. Il ajoute que de nouvelles mesures seront adoptées.

Nantes, 3 mai.

Le L^t G^{al} C^{te} Charpentier rend comte, d'après un rapport de la gendarmerie de la Loire inférieure, que le 2 de ce mois, sur les 6 heures du soir, une bande de 25 à 30 paysans, armés de diverses manières, se porta au bourg de Valette, criant VIVE LE ROI! et voulant le faire crier à quelques habitants.

Thionville, 4 mai.

Le commandant supérieur de cette place donne les détails suivants : On annonce que l'on continue l'approvisionnement de Luxembourg ; qu'il est arrivé de nouvelles troupes à Trèves, et que les forces Prussiennes réunies dans cette dernière ville se montent à 15 000 hommes. On répand le bruit que les hostilités commenceront le 15 de ce mois. On dit que l'on forme des magasins à Grevenmacher (entre Trèves et Luxembourg), qui sont destinés pour un corps russe que l'on y attend ; mais on n'ajoute pas foi à l'arrivée de ces troupes.

Bergues, 4 mai.

Le commandant supérieur de cette place annonce qu'il y a dans la ville d'Ypres 4 bataillons forts de 4 000 hommes, et deux compagnies de cavalerie légère ; qu'on travaille avec beaucoup d'activité aux fortifications de cette place ; que l'artillerie est nombreuse ; qu'on y établit de grands magasins d'approvisionnement.

Huningue, 2 mai.

Le commandant d'armes de cette place donne comme certains les renseignements suivants : Le 29 avril les troupes autrichiennes n'avaient pas dépassé la frontière du Grand Duché de Bade ; elles étaient stationnées à Stockaret ; 3 régiments d'infanterie et un de cavalerie se trouvaient à Valdrhut, Constance et environs.

A Fribourg en Brisgau les 5 000 hommes de troupes badoises précédemment annoncées se composent de 1 000 Chasseurs à pied, 300 dragons, 800 canonniers, avec 15 pièces de campagne et leurs caissons ; le reste de cette troupe est de l'infanterie de Ligne et de la Landwehr.

A Larach, Emdingen, Gemersheim et environs il y a un peu plus de 2 000 hommes, dont la plus grande partie de la Landwehr. L'arrivée des troupes autrichiennes n'y est point annoncée.

Rochefort, 3 mai.

Le commandant d'armes de cette place transmet les déclarations de deux matelots revenus d'Espagne : les habitants montrent toujours beaucoup de méchanceté et détestent les Français ; les

troupes ont un meilleur esprit. De Mondragon en France tous les villages sont remplis de troupes, dont le total est de 10 000 hommes.

Neuf-Brisach, 4 mai.

Le commandant supérieur de cette place rend compte que les troupes de ligne badoises qui occupaient les postes le long du Rhin, sur la rive droite, ont été remplacées par la Landwehr. Il pense que ces troupes ont dû se porter vers Kehl.

Metz, 6 mai.

Le L^t G^{al} C^{te} Gérard annonce qu'outre la garnison de Luxembourg, qui est à peu près de 10 000 hommes, il est arrivé depuis quelques jours dans le département des Forêts un corps Prussien de 8 à 10 000 hommes ; qu'il s'est avancé vers nos frontières ; et que les rapports de Longwy disent que ces troupes se sont montrées aux avant-postes.

Chambéry, 4 mai.

Le Maréchal Grouchy écrit que les diverses renseignements venus d'Italie annoncent que le Roi de Sardaigne forme deux camps en Piémont, l'un sous Piguerol, l'autre à Rivoli. Les troupes qui doivent les composer viennent de la partie d'Alexandrie ; le régiment des Gardes est déjà rendu à Rivoli.

La levée des régiments nationaux ordonnée depuis quelque temps par le Roi s'effectue avec difficulté et lenteur. Les officiers et sous-officiers qui ont servi dans les armées françaises, et qui ne veulent pas prendre du service, sont arrêtés et mis en lieu de sûreté.

Il n'est point entré de nouvelles troupes en Piémont ; celles qui s'y trouvent consistent en 2 mille hommes environ, stationnées à Alexandrie, et 6 à 700 qui forment la garnison de Turin.

Le Roi de Sardaigne est à Gênes, sa maison à Alexandrie.

Le M^{al} Grouchy annonce aussi que le Prince de Canino est établi au château de Bellevue où il vit fort simplement et voit toutes les personnes du pays attachées à Votre Majesté ; et qu'on assure que M^{me} de Staël qui habite Coppet va souvent chez lui, qu'elle vient d'envoyer son fils à Paris et qu'elle manifeste maintenant des sentiments envers Votre Majesté fort différents de ceux qu'elle a professés longtemps.

Mézières, 6 mai.

Le L^t G^{al} Vandamme donne des détails ci-après qu'il assure être positifs :

Les troupes étrangères ne font que des marches et contremarches et leur nombre est à peu près les mêmes depuis Liège jusqu'à Namur. Elles sont diminuées à Jodoigne et à Louvain depuis le premier de ce mois, une partie est dans Gembloux et villages voisins à 4 lieues de Namur.

Il y a toujours à Namur 5 à 6 000 Prussiens et Westphaliens.

La ligne depuis Bouvines jusqu'à Gerpinnes est renforcée.

Les piquets sont triplés à Marche et à Rochefort.

Les postes sont également renforcés à St Gérard, Senal, et Her...tord (6674) sur Biert et ils arrêtent tous les voyageurs indistinctement.

A Fosses, Fleurus, jusque près de Sombresse toutes les troupes ont changé de cantonnement leur nombre n'est augmenté que d'un bataillon et de 3 compagnies de Chasseurs à pied, qui déclarent venir de Maëstricht pour faire place aux Russes.

Il a peu de changement à Dinant.

A Yvoir il y a 300 fantassins, et beaucoup de Lanciers à Bouvines.

Caen, 6 mai.

Le L^t G^{al} Vedel rend compte que l'esprit public de la 14^e division militaire est tout à fait contraint au gouvernement que des agents secret font courir toute sorte de proclamations et cherchent des signatures pour former une confédération qui s'organise en faveur du Cte de Lille.

Ce général assure que la ville de Caen est un foyer de discordes civiles d’où partent toutes sorte de correspondance et où il se prépare des machinations infernales.

Il demande avec instance qu’il soit envoyé dans cette division un commissaire extraordinaire de Sa Majesté pris hors l’armée et doué d’une grande fermeté.

Il demande en outre que les bataillons de gardes nationales mobilisés dans le département de l’Orne et du Calvados ne soient point de suite envoyés à Abbeville et Montreuil ; il regarde cette disposition comme très nécessaire pour maintenir la tranquillité et pour faire rejoindre les hommes rappelés au service.

Il ajoute d’ailleurs que ce ne sera qu’avec la plus grande peine qu’on pourra réunir les hommes destinés à former ces bataillons même pour rester dans la 14^e Division, et que l’on ne devra compter sur personne quand il s’agit de partir.

Mézières, 6 mai.

Le L^t G^{al} Vandamme écrit qu’un rapport qui lui a été adressé annonce que des fourriers de troupes étrangères sont arrivés à Villers sur Lesse où ils ont fait le logement pour 400 hommes d’infanterie pour le 5 mai. 600 hommes ont dû y arriver aujourd’hui.

Le G^{al} Vandamme transmet un rapport du M^{al} de Camp Dupuy donnant les renseignements ci-après : « *Les rapports de la frontière confirment les excès auxquels se portent les Prussiens, ils ont commandé du pain pour plusieurs jours à Charleroi. Ils ont fait un mouvement sur leur droite. Ils ont des hommes en faction dans tous les clochers afin de sonner l’alarme et réunir leurs troupes en cas d’invasion de notre part.* »

« *Un homme venu de Charleroi a dit qu’ils avaient du faire périr le 6 mai un français porteur de proclamations.* »

Rouen, 7 mai.

Le L^t G^{al} Le Marois écrit que le préfet de la Seine inférieure lui a fait connaître qu’un courrier extraordinaire expédié par lui aux sous-préfets et lieutenant de police du Havre avait donné lieu au malveillant de publier que ce courrier apportait la nouvelle que Louis XVIII était entré à Paris et que l’Empereur était mort, qu’en un instant ce bruit s’est tellement propagé que plus de 6 000 personnes se sont rassemblées vis-à-vis la sous-préfecture et dans la rue de Paris en criant *Vive le Roi* et en tenant d’autres propos séditions.

La fermeté du sous-préfet et du commandant d’armes secondé de la gendarmerie et de tout ce qui se trouvait disponible de troupes a fait cesser le désordre.

On est à la recherche des auteurs et instigateurs de cette scène scandaleuse.

Le général Le Marois pense plus que jamais qu’il faut envoyer au Havre un bon officier général pour commandant supérieur de la place...

Mézières, 6 mai.

Le L^t G^{al} Vandamme demande si la place de Stenay doit être fortifiée et dans le cas de l’affirmative, que l’on mette des fonds à la disposition du génie pour les travaux à faire.

Il annonce que comme cette place est ouverte il n’a pas cru devoir y laisser des gardes nationales pour la garder.

Valenciennes, 6 mai.

Le général en chef Reille rend compte de la désertion du S^r Cornette – Coruette, capitaine au 8^e régiment de Ligne et du S^r Duisonville – Doissonville, adjudant major au 7^e régiment de Hussards.

Le Général Reille a donné des ordres pour que les deux officiers fussent jugés par contumace : il écrit que leur exemple ne paraît influencer en aucune manière sur l’esprit de leurs camarades.

Rouen, 8 mai.

Le L^t G^{al} Le Marois rend compte que les obstacles pour la levée des gardes nationales se

continuent ; que les cinq départements de la Normandie exigent l'emploi de mesures extraordinaires ; qu'il en a informé Votre Majesté ; il la prie de lui faire connaître ses intentions.

Lille, 7 mai.

Le L^t G^{al} Frère, commandant la 16^e Division militaire écrit que le mauvais esprit des habitants ne change point.

Que l'organisation des gardes nationales éprouve des difficultés insurmontables.

Les militaires rappelés, sans excepter les officiers, refusent de rejoindre les drapeaux.

Le général Frère transmet un rapport du commissaire de police de St Ouen renfermant les renseignements ci-après : « *Un envoyé du Comte de Lille serait venu à St Ouen, mercredi (27 avril) pour faire donner avis aux ci-devant Gardes du Corps de passer en Belgique, cet envoyé aurait assuré qu'un corps nombreux doit sous peu de jours faire une incursion par la même route qu'a prise l'année dernière le Corps du Baron Guesemor, c'est à dire en passant dans les environs de Cassel, Hazebrouck, St Pol, Doulaux et se rendant sur la route d'Amiens pour couper celle de Paris vers nos places du Nord, afin d'empêcher toute communication sur ces points.* »

Le 6 mai.

Le L^t G^{al} Vandamme annonce que l'ordonnateur Blauchon – Blanchon de la 2^e Division militaire a refusé de signer le serment et les votes sur l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire.

Il craint que cet ordonnateur ne ... 6678 au Lieutenant General Dumonceau, commandant la Division militaire, dont il fait le plus grand éloge sous le rapport de l'attachement qu'il porte à Votre Majesté.

Le Ministre de la Guerre...

Les commandants des départements de l'Aveyron, de la Lozère et de l'Ardèche insistent sur ce qu'il leur soit envoyé des troupes.

Bayonne, 3 mai.

Le commandant de la place de Bayonne rapporte qu'un voyageur arrivé de Madrid a déclaré que les troupes espagnoles manifestent un grand mécontentement, n'étant ni payées, ni habillées ; que le général Blarissaga – Harissaga a établi son quartier General à Tolosa.

Bordeaux, 5 mai.

Le Général commandant la 11^e Division militaire rend compte que l'esprit est toujours fort mauvais à Bordeaux, et que la plus grande partie des habitants est portée à la révolte ; elle aurait, dit-il, lieu si la présence des troupes n'en imposait aux perturbateurs. Il estime que la présence de 2 ou 3 000 hommes d'infanterie et 200 chevaux sont indispensables au maintien de l'ordre dans cette ville.

Chambéry, 6 mai.

Le commandant d'armes de Chambéry rend compte que trois déserteurs, arrivés le 5, ont déclaré qu'à Genève on travaille à construire des batteries du côté de Carouges.

La citadelle de Turin est armée et approvisionnée, avec une garnison de troupes autrichiennes de 6 à 700 hommes. Pignerol est occupé par le régiment de Cheval-légers piémontais, de 500 chevaux, (le régiment de Savoie cavalerie y est attendu) du régiment de Suze, Infanterie, fort de 12 à 1300 hommes et d'une Légion britannique composée de soldats Piémontais, sortant des prisons d'Angleterre, forte d'environ 15 à 1600 hommes. Le fort de Fenestrel est occupé par 200 hommes et 100 canonniers de troupes piémontaises. Le régiment des gardes du Roi de Sardaigne avait ses logements préparés le 3 de ce mois, à Rivoli.

Thionville, 6 mai.

Le commandant d'armes de Thionville mande que les Prussiens ne paraissent plus si animés ; ils disent que l'Empereur d'Autriche est un traître, et ils semblent croire qu'il s'est détaché de la

coalition.

Juin 1815.

Au quartier général à Rethel, le 24 juin 1815 au soir.
Lettre du Maréchal Grouchy au Ministre de la Guerre.

Monsieur le Maréchal,

Je viens de recevoir vos dépêches en date du 22 juin, m'annonçant l'abdication de S.M. Il va être donné connaissance de ce grand événement aux troupes sous mes ordres, et je ferai tout ce qui dépendra de moi pour qu'il n'amène pas parmi elle sa désorganisation qu'il serait possible qu'il y introduisit.

Je m'estime doublement heureux d'avoir pu conserver à sa patrie dans un tel moment de crise, le noyau précieux que je viens de ramener. Après avoir victorieusement repoussé tous les efforts qu'a fait l'ennemi pour l'entamer il se compose encore de plus de 22 000 hommes d'infanterie, 5 000 chevaux et 104 bouches à feu parfaitement attelées, approvisionnées et en état d'agir.

Le contact avec les fuyards, au milieu desquels je marche depuis ma rentrée en France, a un peu affaibli le moral de mes soldats et amené quelques désertions. J'espère cependant que ce mal n'aura pas de suite.

M. le Duc de Dalmatie ayant quitté la position de Laon pour se placer derrière l'Aisne, et mes troupes étant déjà embarquées sur Rheims par suite des ordres que j'avais précédemment reçus, je ne suis plus en mesure de marcher sur Laon, bien que je n'ai pas la certitude que l'ennemi s'y soit présenté aujourd'hui.

De Rheims je me porterai après-demain, par Fismes sur Soissons et y ferai ma jonction avec le Duc de Dalmatie qui sans doute aura reçu des ordres du gouvernement.

Ma cavalerie est sur l'Aisne ayant les avant-postes au-delà de cette rivière.

Je vais faire part aux généraux ennemis des événements de Paris et les inviter à suspendre les hostilités jusqu'à ce qu'ils aient reçu des ordres de leurs souverains.

Croyez Monsieur le Maréchal, &

Le Maréchal commandant l'aile droite

Signé : C^{te} de Grouchy.

Analyse de la correspondance reçue le 24 juin.

Armée du Nord, 22 Juin.

Le Maréchal Grouchy annonce son arrivée à Rocroi avec plus de 20 000 d'infanterie, 5 à 6 000 chevaux et une artillerie bien attelée qui réapprovisionne à Mézières.

Par une lettre du 19 le major General annonce que l'ennemi sera dans trois jours auprès de Laon.

Le Ministre de la Guerre a communiqué ce matin à la commission du gouvernement une lettre du maréchal Grouchy qui donne des détails importants sur la situation de l'armée.

Les rapports des commandants de place annoncent un grand désordre et beaucoup de fuyards. Le major General emploie tout ce qui est en son pouvoir pour rallier l'armée et retremper son courage.

Armée de la Moselle.

Le 23 juin à 2h ½ du soir, l'ennemi a attaqué et forcé avec 3 à 4 000 hommes le poste de St Jean. Nos troupes se sont retirées sur Forbach et probablement sur St Avold où le G^{al} Belliard a envoyé 2 bataillons et 2 pièces de canon afin d'appuyer le G^{al} Mériage qui s'y trouvait.

(Dépêche télégraphique du G^{al} Belliard du 24 juin)

Armée du Rhin.

Rien dans la correspondance qui mérite d'être analysé.

Corps d'observation du Jura.

Idem.

Corps d'observation du Var.

Idem.

Armée des Pyrénées orientales.

Hier une lettre du 21 juin donne des informations satisfaisantes sur l'esprit du département du Gers. Le G^{al} Decaen s'entend avec le G^{al} Gilly pour étouffer les germes de l'insurrection. Il ajoute que le préfet de Tarn & Garonne fait espérer que ce département marchera mieux à l'avenir.

Armée des Pyrénées occidentales.

La présence du Comte de Damas à Irun paraît avoir donné une mauvaise direction à l'esprit public de Bayonne.

Le G^{al} Thouvenot a fait armer le front de la citadelle du côté de la ville et a pris les mesures les plus vigoureuses pour la conserver.

Le G^{al} O'Donnell a son quartier General à Ernani. On pense qu'il est possible d'engager beaucoup d'Espagnols à désertre et on demande ce qu'il faut donner à chaque homme qui désertera.

(Lettre du G^{al} Clauzel du 22 juin)

Le ministre de la Guerre.

LES ARCHIVES DE L'ARMÉE DES ALPES

Transcription de Jérôme Croyet, docteur en histoire, président-fondateur de la S.E.H.R.I.

« Extrait d'une lettre de mr le Maréchal duc d'Albufera adressée à Son Excellence le Ministre de la Guerre.

Lyon 15 avril à minuit

Les généraux Leclerc et Merle ne se sont pas bien conduits, je leur ordonne de se rendre à Paris.

L'attention du général Grouchy pouvant être attirée sur les Alpes, je regarde comme d'une très grande importance de confier le commandement de la 8^e division à un général vigoureux et actif. Je crois utile de diviser les 8^e et 9^e divisions en plusieurs arrondissements, mais je vous le répète, monsieur le Maréchal, ce ne sont pas des généraux de paix qu'il faut placer dans ces deux importantes divisions, mais bien des hommes actifs et dévoués qui sont bien convaincus que le service dont ils seront chargé ne sera pas un service ordinaire d'intérieur et qu'il sera considéré en tout point comme un commandement d'une division ou d'une brigade de ligne.

Les généraux qui seront envoyés dans ces divisions doivent être investis de la haute police, j'attache beaucoup de prix à l'exécution de ces mesures parce que je crois que c'est le seul moyen de prévenir la renaissance des troubles que l'on tentera de faire éclater de nouveau à la première occasion.

Je n'avais pas attendu votre lettre pour faire arrêter le colonel Dambrugeac.

J'ai fait détenir chez lui le major Monteferray qui commandait le régiment étranger.

Pour extrait le chef de la 11^e division

Le baron Salamon »

« Armée des Alpes

Extrait d'un ordre de l'Empereur du 17 avril 1815

Donnez des ordres pour que la division du général Gérard (22^e division d'infanterie) se rende à Chambéry ; que la 10^e division de cavalerie rejoigne cette armée sous les ordres d'un général de division de cavalerie et de deux généraux de brigade.

Que la division du général Desaix (23^e division d'infanterie) se rende également de suite à Chambéry. Que le général Grouchy porte son quartier-général à Chambéry.

Le 7^e corps d'observation sera donc ainsi composé de deux divisions d'infanterie, d'une division de cavalerie. Ce corps de ligne de ligne sera augmenté de 16 bataillons de grenadiers ou chasseurs du Dauphiné, qui seront commandés par le lieutenant-général Chabert et pas deux maréchaux de camp. Il sera formé en Provence un 9^e corps qui sera composé de deux divisions d'infanterie (les 24^e et 25^e) et d'une division de garde nationale composée de 12 bataillons de grenadiers. On attachera à ce corps un régiment de cavalerie. Le maréchal Brune commandera le 9^e corps en même temps qu'il sera gouverneur de la Provence.

Pour extrait le chef de la 11^e division

Le baron Salamon »

« Minute de la lettre écrite par le ministre à mr le maréchal comte Grouchy, 7^e corps

Le 23 avril 1815

Monsieur le maréchal, j'ai l'honneur d'annoncer à votre excellence que l'Empereur a désigné pour être employé dans le 7^e corps d'observation, les officiers généraux et supérieurs dont l'état est ci-joint.

Je leur prescris de se rendre en poste à leur destination.

Votre excellence trouvera ci-joint leur lettre de service.

Même lettre à son excellence le maréchal Brune, 9^e corps d'observation »

« minute de la lettre écrite par le ministre [de la Guerre] à son excellence le maréchal comte Grouchy, commandant en chef le 7^e corps d'observation

Le 29 avril 1815

Monsieur le maréchal, j'ai l'honneur d'adresser à votre excellence les lettres de service de mr l'adjutant-commandant Borghèse que l'Empereur a désigné pour être employé à l'état-major du 7^e corps d'observation.

Cet officier supérieur reçoit l'ordre de se rendre sur le champ en poste à Chambéry »

« minute de la lettre écrite par le ministre [de la Guerre] à son excellence le maréchal Duc d'Albuféra

Le mai 1815 – Chambéry

Monsieur le maréchal, votre excellence me rendra compte des mutations qu'elle jugeait nécessaires au bien du service parmi les officiers généraux chargés du commandement des gardes nationales mis en activité dans la 9^e division militaire.

J'ai l'honneur de la prévenir que l'Empereur a approuvé que mr le maréchal de camp Bruret fut appelé au commandement d'une brigade active et remplacé par mr le général Serrant dans le commandement du département de la Loire.

Sa Majesté ayant également approuvé que le maréchal de camp Poroletti pris le commandement de la 2^e brigade de la division de réserve des gardes nationales, j'adresse ci-joint à votre excellence les lettres de service qui assignent à chacun de ces officiers sa nouvelle destination.

Agréer »

« minute de la lettre écrite par le ministre à son excellence le maréchal duc d'Albuféra, commandant en chef l'armée des Alpes

Le 10 mai 1815

Mr le maréchal, j'ai l'honneur d'annoncer à votre excellence que, conformément aux intentions de l'Empereur, mm les lieutenants généraux Chabert, qui est chargé de l'organisation des gardes nationales mises en activités dans la 7^e division militaire ; Pannetier qui est à Paris, Maransin qui commande une subdivision de la 10^e division militaire à Auch, sont désignés pour prendre le commandement, l'un de la 5^e l'autre de la 6^e et de la 7^e division de réserve des gardes nationales qui doivent faire partie de l'armée des Alpes.

Sa Majesté a également désignée, pour être employés dans ces divisions, savoir :

Pour la 5^e, mm les maréchaux de camp Blanmont, qui avait été attaché à la 23^e division d'infanterie de l'armée des Alpes et Soulier, qui est employé à l'organisation des gardes nationales mises en activités dans la 7^e division militaire.

Pour la 6^e, mm les maréchaux de camp Gay et Gauthier (Etienne), qui sont en ce moment employés à l'organisation des gardes nationales en activités dans la 7^e division militaire.

Pour la 7^e, mr le maréchal de camp Porson, mr le général Chabert et mm les maréchaux de camp Soulier, Gay et Gauthier reçoivent l'ordre de se rendre à leur destination aussitôt que les opérations dont ils sont en ce moment chargés seront terminées.

Votre excellence trouvera ci-joint les lettres de service de ces neuf officiers généraux »

« Grenoble le 13 mai 1815

Monseigneur

J'ai reçu hier la lettre que votre Altesse m'a fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois pour m'annoncer que l'intention de l'Empereur est que mm les maréchaux de camp Gay et Gauthier (Etienne) qui sont employés près de moi soient attachés à la 6^e division de réserve des gardes nationales qui fait partie de l'armée des Alpes et qui se réunit à Valence.

Ces deux généraux n'ayant pas encore parus, dès qu'ils arriveront, je leurs transmettrai les ordres de votre Majesté.

Monseigneur, je suis avec un profond respect, de votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur

Théodore Chabert, lieutenant général »

« A mr le maréchal duc d'Albuféra, le 27 mai 1815

Monsieur le maréchal, j'ai l'honneur de vous prévenir que l'Empereur a confié le commandement de Lyon et de la 19^e division militaire à mr le lieutenant général Mouton-Duvernet, le maréchal Brune lui a donné l'ordre de se rendre sur le champ...où il se trouve dans ce moment à Lyon où il recevra des instructions.

Le général Quesnel qui est à Lyon, ira prendre le commandement de votre cavalerie en remplacement du général Digeon »

« Extrait d'une lettre du maréchal duc d'Albuféra au ministre de la guerre

Lyon 30 mai 1815

Je suis bien aise de la résolution qu'a prit l'Empereur d'envoyer à Lyon le général Mouton-Duvernet. J'espère que par son zèle, il justifiera cette confiance. Vous me laissez la faculté d'employer le général Quennel comme je le voudrai, ne vaudrait-il pas mieux l'envoyer remplacer le général Mouton à Marseille où bien lui donner directement l'ordre de se rendre à Clermont commander le Puy-de-Dôme et le Cantal en lui adjoignant d'y presser la levée des gardes nationales, d'y faire fortifier les points susceptibles de l'être...ces départements sont si loin de l'influence de Lyon que la présence d'un lieutenant-général sur ce point ne pourrait qu'être avantageuse aux services de l'Empereur.

Je profite de la faculté que vous me donnez de confier le commandement de la 22^e division d'infanterie au général Curial, aussitôt que vous m'aurez appris que l'Empereur a donné une nouvelle destination au général Pactod. Je vous prie de m'informer de ce que vous aurez fait ».

« Minute de la lettre écrite par le ministre [de la guerre] à mr le maréchal duc d'Albuféra

Juin 1815 – Chambéry

Monsieur le maréchal, voter excellence m'a rendu compte de la mesure qu'elle a prise pour confier le commandement du département du Rhône au général Paroletti.

J'ai l'honneur de la prévenir que j'approuve cette disposition.

J'avais renouvelé au général Espret-Latour l'ordre de se rendre à Lyon, pour y prendre le commandement du département du Rhône mais votre excellence pourra employer cet officier général qui se sera sans doute rendu à sa destination, au commandement des gardes nationales de Lyon.

Je le laisse, en conséquence, à sa disposition ».

« Minute de la lettre écrite par le ministre [de la guerre] à son excellence le maréchal duc d'Albuféra

Le 6 juin 1815

Monsieur le maréchal, votre excellence m'a informé qu'elle avait appelé au commandement de la 1^{ère} brigade de grenadiers et chasseurs de réserve qui est commandée par le général Puthod et le maréchal de camp Beuret qui commandait le département de la Loire et qu'elle avait envoyé à sa place à Montbrison mr le maréchal de camp Serraut.

Elle m'a annoncée qu'elle se proposait aussi d'appeler au commandement de la 2^e brigade de la division dont il s'agit mr le maréchal de camp Paroletti qui serait remplacé par le général Verger Desbareaux dans le département de la Haute-Loire.

J'ai l'honneur de prévenir votre excellence que sa Majesté approuve ces dispositions. En conséquence, je joins ici les nouvelles lettres de service de mm les maréchaux de camp Beuret, Serraut, Paroletti et Verger-Desbareaux.

Je vous prie de vouloir bien les leur transmettre ».

« minute de la lettre écrite par le ministre [de la guerre] à son excellence le maréchal duc d'Albuféra

Le 10 juin 1815

Monsieur le maréchal, j'ai reçu plusieurs avis qui me feraient présumer que mrs les généraux Loverdo, Daultanne et Monnier, résident dans l'arrondissement de votre armée.

L'attachement de ces officiers à la famille des Bourbons et la conduite qu'ils ont tenue à l'époque de l'arrivée de l'Empereur, sont des motifs plus que suffisants pour les surveiller de très près et même pour les éloigner de ce pays.

Je vous invite donc, mr le maréchal, à prendre les mesures les plus secrètes et les plus sûres pour vous assurer si ces officiers sont dans le pays, et dans ce cas-là, de leur donner les ordres nécessaires pour qu'ils se retirent à Joigny, où ils resteront jusqu'à nouvel ordre. Vous en préviendrez de suite

JOURNAL D'UN BOURGEOIS BURGIEU SUR LES CENTS JOURS DANS L'AIN

Ce texte est l'œuvre d'un mémorialiste anonyme de Bourg qui assiste quotidiennement aux événements qui secouent le département et la ville de Bourg en 1814 et 1815.

Anonyme, ce mémorialiste consciencieux n'est pas n'importe qui. Très au courant de ce qui se passe dans les hautes sphères du Gouvernement, il a ses entrées à la préfecture de l'Ain et à la mairie de Bourg. Erudit, son

Son journal est noyé dans une masse de notes et impressions de lecture qui couvrent plus de 5 tomes in°4 reliés. Ce journal est conservé dans les archives de la Société d'Emulation de l'Ain et est inédit. On y trouve une foule de renseignements et de détails qui nous éclairent d'une façon nouvelle sur cette invasion ennemie pas si neutre ni policée que cela.

Retranscrit par Jérôme Croyet, docteur en histoire, président fondateur de la S.E.H.R.I.

« J'espérais que je ne serais plus obligé de reprendre la plume, il n'y a point d'événements chez un peuple heureux. Mais des malheurs extraordinaires sont venus détruire notre bonheur, essayons de me distraire en reprenant mon pénible emploi. Avant de parler des événements qui se passent sous nos yeux, je dois rappeler quelle était il y a quelques jours la situation de la France, et comment nous y étions arrivés depuis le 1^{er} avril 1814.

La retraite des troupes alliées avait, dès le mois de juin, rendu le calme aux provinces que ces troupes avaient occupées. Le commerce profitant de ce moment de paix, non seulement s'était ranimé, mais avait pris un tel degré d'activité, que les négociants prudents n'osaient se livrer à toutes les chances heureuses qui paraissaient se présenter. L'ouverture subite de tous les ports de la France à toutes les nations, phénomène nouveau pour la plupart de ses habitants, la restitution de plusieurs de nos colonies, l'espérance, vague à la vérité, d'établissements nouveaux ; toutes ces choses promettaient au commerce une prospérité dont on avait depuis longtemps perdu l'idée, et elle se serait faite d'elle même sans secours du gouvernement. A l'intérieur, une année excessivement abondante en grains les avait fait descendre à un prix très bas. Seulement une épizootie terrible laissée par les armées autrichiennes, avait ravagé plusieurs départements, et y avait fait plus de mal que la guerre. Mais l'espérance était dans tous les cœurs et consolait en partie, et des pertes occasionnées par l'épizootie, des maux de la guerre, et des vexations extraordinaires de l'ancien gouvernement. La gaieté française s'était ranimée à l'aspect des princes français. Monsieur, et surtout Madame, avaient été reçus partout où presque partout avec des fêtes et des transports de joie qui paraissaient aller jusqu'au délire. Les fêtes particulières, suite de la tranquillité, avaient été très nombreuses pendant l'hiver de 1814 à 1815. Des chansons royalistes, des cris de vive le roi se mêlaient à tous les banquets. Extérieurement les Bourbons paraissaient affermis sur leur trône par l'amour des peuples. Il paraît que cet amour eut reposé sur des bases plus solides, si les émigrés rentrés avec le Roi, composant la nouvelle cour, eussent voulu se mêler et se confondre avec ces maréchaux, ces sénateurs devenus comme eux membres de la chambre des pairs ; on prétend que des hauteurs déplacées ont aliénés sans retour des hommes qui croyaient mériter beaucoup par leurs services sous le gouvernement impérial. Le Roi, au dire de quelques personnes, aurait du composer sa garde des mêmes soldats qui la composaient sous son prédécesseur, c'est à dire de la Vieille Garde. A leur entrée en France, les princes et surtout Monsieur avait promis l'abolition des droits réunis. Cette promesse que le Roi ne pouvait ratifier a paru imprudente. Cet impôt était si détesté, que, quelque modification qu'on y ait mis, le peuple et surtout le bas peuple a été mécontent de sa conservation, et encore plus après en avoir espéré la suppression d'après la promesse de Monsieur. On dit qu'il aurait momentanément mieux valu supprimer les droits réunis, réduire les traitements civils, aliéner quelques forêts, augmenter l'imposition foncière des vignes. L'armée exclusivement attachée à son chef, et non à son pays, s'était prêtée difficilement à cette révolution du 1^{er} avril 1814. Ce n'était que par nécessité, qu'à force de caresses, de prévenances tant de la part du Roi, que des Français, qu'elle s'était laissée entraîner par la joie commune et avait paru y prendre part. Le Roi, et les officiers et les soldats les plus sages le disaient, avait fait pour eux plus qu'il ne pouvait

en conservant dans chaque régiment, un nombre d'officiers d'un tiers supérieur à celui qu'exigeait le service, et en conservant la demi-solde à tous les officiers qu'on ne pouvait employer. Mais l'inaction, la vie monotone des garnisons, la privation de toute espèce de pillage dégoûtaient des troupes accoutumés depuis 25 ans à parcourir l'Europe dans tous les sens et à vivre de brigandages. L'esprit religieux de la famille Royale et surtout de Madame déplaisaient beaucoup à des gens habitués, non seulement à n'en avoir aucune, mais encore à pratiquer audacieusement tous les vices. Cette prépondérance que la religion catholique allait reprendre effrayait beaucoup de monde. Des discussions imprudentes au Corps Législatif avaient réveillé les inquiétudes des acquéreurs des biens nationaux. Ces inquiétudes, quoique nullement fondées, puisque de ces discussions, il n'était résulté aucune mesure contre eux, avaient servi de prétexte aux plaintes des brouillons. On dit que le Duc de Berri, par des duretés et des insultes déplacées, s'était aliéné l'esprit de l'armée. Cependant malgré tous ces inconvénients dont quelques uns étaient inévitables, des lois sages, une constitution dont les bases étaient excellentes, un Roi bon promettait la félicité des peuples et la France commençait déjà à recouvrer sa prospérité.

En quelques jours, un seul homme est venu tout détruire, et tout est perdu pour la Nation, même l'honneur. Bonaparte, débarqué presque seul à Cannes, le 1^{er} mars, est arrivé rapidement sur Grenoble et marche sur Lyon avec très peu de monde, et moitié trahison, moitié stupeur, il n'éprouve aucun obstacle. Je ne donnerai aucun détail sur cette marche jusqu'à Lyon, ceux qu'on nous donne ne me paraissent pas sûrs. Ici ce débarquement était déjà su le 5 mars, il y faut annoncé publiquement le 8. Le 10, Bonaparte se présente dans l'après midi devant Lyon. Monsieur y était, ainsi que Mac Donald, duc de Tarente ; ni leurs harangues, ni leurs prières n'ont pu décider les deux régiments qui y étaient en garnison, à défendre la cause de leur Roi. A 10 heures du matin, Monsieur partit avec le préfet, le commandant de la division militaire, et laisse la ville toute seule : on avait fait prendre aux deux régiments la route de Roanne. Le soir, Bonaparte arrive dans la ville sans artillerie, avec quelques centaines d'hommes, et va se loger à l'archevêché. La stupeur et a consternation ont fait perdre la tête, ont frappé d'immobilité cette population dont l'attachement à ses souverains était connue. La population la plus vile, sortie principalement du faubourg de la Guillotière, est accourut offrir ses hommages à Bonaparte, par leurs vociférations contre les riches, les prêtres et toutes les injures révolutionnaires. Il profite de ces hommages, mais certainement il les prend pour ce qu'ils valent. Il est reparti le lendemain matin, était le dimanche 12 à Mâcon, et doit avoir aujourd'hui 17 dépassé Autun. Il a envoyé à tous les commandants des divisions militaires à portée de sa route, ordre de le rejoindre. Nous avons vu le notre, après beaucoup d'hésitation et de pourparler, d'allées et venues, finir par céder à l'empressement des soldats. Bonaparte n'avait à Mâcon que 3 pièces d'artillerie, il a du en trouver à Châlons 8 où elles avaient été amenées pour servir contre lui. C'est dit-on, la garde nationale de cette ville qui lui est dévouée, qui a empêchée ces canons de se retirer à l'approche de Bonaparte. Cet attachement s'explique. Pendant le blocus continental, sans marine, le commerce du Grand Empire ne se faisait que par terre, et Chalons était une ville importante pour l'entrepôt des marchandises. L'ouverture des portes, à la paix, avait fait beaucoup de tort à cette ville. L'exemple de l'armée entraîne une défection générale ; on ne voit aucun ordre du Roi, aucune troupe régulière où irrégulière ne se lève pour le défendre. Il n'y a pas eu de coup de fusil tiré. Bonaparte est si tranquille, qu'il est part de Mâcon après toutes ses troupes, dans une voiture, avec une suite peu nombreuse : il suivait son armée. Un habitant de Bourg se trouvait logé dans le même hôtel que Bonaparte. Cet habitant m'a dit qu'il semblait que cet hôte ne paraissait qu'un voyageur un peu plus important que les autres, et que rien ne paraissait dérangé dans l'ordre public. En effet, le changement se fait partout, presque sans aucun trouble, sans apparence d'animosité. J'ai vu des soldats pêle-mêle, causer ensemble ayant les uns la cocarde blanche, d'autres celle aux trois couleurs.

Il y a eu à Bourg une petite émeute suscitée par des étrangers pour faire abattre les fleurs de lys¹.

¹ A l'annonce du retour de Napoléon le 76^e Régiment d'Infanterie de Ligne, qui est en garnison à Bourg depuis décembre 1814, prend les armes pour acclamer et suivre l'envolée de l'Aigle durant les 100 jours. C'est lui qui fait fuir la municipalité et le préfet royalistes.

Voilà autour de moi, le matériel des événements, voyons en le côté moral et les conséquences probables. La 1^{ère} chose dont on est frappé dans cette révolution, c'est la stupeur où la seule présence de Bonaparte a jeté toute la Nation qui le détestait ; elle a été telle qu'il lui a suffi de se présenter devant Lyon, ville ennemie, avec quelques centaines d'hommes, pour l'occuper. Des hommes courageux disent que Monsieur pouvaient, d'un mot renvoyer ces troupes qui hésitaient, se mettre à la tête de la garde nationale, dont une partie offrait déjà ses services, contenir l'ennemi au delà du Rhône, l'attaquer même. L'exemple donné par Lyon devenait la règle des pays voisins, rassurait les faibles, encourageait les forts, faisait hésiter cette armée infidèle, et en retenait peut-être une partie dans le devoir.

Lorsqu'une nation se détermine à laisser détrôner son souverain par des étrangers, il faut que ce souverain cruel, où capricieux où fou, ait irrité, insulté tous les ordres de l'état, qu'il ait accablé cette nation d'impôts excessifs, que des guerres ruineuses, des mesures vexatoires, des proscriptions aient détruit une partie de la population, que son intolérance en matière de religion l'ait porté à en vouloir établir une au détriment des autres, où que son irrégion lui ai fait tenter de les détruite toutes ; il faut en un mot que ce souverain soit un tyran fou. Qui des deux, de Louis XVIII où de Bonaparte, ressemble au portrait que je viens de faire ?

L'armée, l'armée presque seule a trahi tous ses serments, a sacrifié son pays, son roi, son honneur et pourquoi ? J'ai dit le sujet de ses plaintes : elles ont leur cause réelle dans une profonde perversité, dans d'effroyable habitudes, fruit de 25 années de carnage. Habités à piller l'Europe, c'est le pillage et le carnage, c'est la soif de l'or et du sang qui sont devenues les seuls désirs de ces soldats. En vain leur dit-on, quel fruit retirez vous de tout ce désordre, vous périssiez au bout de peu d'années (2 ans terme moyen) ; que vous importe, répondent-ils, nous nous sommes amusés. L'attrait des hasards de ces guerres rapides, l'habitude de vivre à discrétion chez l'ennemi, et par dessus tout la perspective d'un avancement rapide qui montrait dans le lointain le bâton de maréchal d'Empire au moindre des soldats. Un vil intérêt leur fait réduire la France en esclavage, et semblables aux janissaires où aux gardes prétorienne, ces mercenaires se sont regardés comme les soldats d'un seul homme et ont ainsi abjuré leur qualité de français. Ils ont perdu leur honneur ; étrangers, par cette trahison à leur patrie, elle ne s'intéressera plus à leurs succès, elle ne plaindra point leurs revers, et si une juste vengeance rappelle les ennemis sur notre territoire, ils y trouveront des esclaves, asservis à une armée de mercenaires, et ils n'auront point de peine à détruire les uns et à s'emparer des autres : et leur mépris pour les vaincus sera juste et une terrible punition de leur aveuglement.

On me dira, cette désolation anticipée est elle juste : Bonaparte en arrivant est doux, affable même pour les personnes qui lui sont les plus indifférentes ; il a déplacé quelques préfets sur son passage où plutôt il a remplacé ceux qui ont fui. Il n'annonce aucune proscription ; dans ses proclamations, il ne se plaint que de deux personnes, d'Augereau et de Marmot : ainsi, répondrais-je, commencent tous les chefs de parti aux 1^{er} jours de leur puissance. Nous ne devons pas présumer que 9 mois de retraite où de chambre de discipline, comme disent les soldats, aient corrigé le caractère de Bonaparte qui a toujours intérieurement méprisé tout ce qui est juste et honnête. Nous devons craindre, et avoir la presque certitude que la charte royale sera déchirée, et les 2 principaux corps d'état remplacés par un conseil d'état gouvernant despotiquement sous un despote. Il lui faut la guerre ; déjà on murmure qu'il veut reprendre le Rhin pour limite de ses frontières ; il lui faudra sa conscription, des nouveaux impôts. La liberté de la presse sera anéantie, le commerce détruit, et nous nous retrouverons en recommençant son règne, au même point qu'en novembre 1813, au 1^{er} avril 1814.

S'il ne fait pas tout de suite les conquêtes qu'il paraît projeter, il sera forcé pour récompenser son armée, de s'emparer des biens des principaux propriétaires ; plusieurs s'en sont déjà expliqués ouvertement et ne rougiront point d'accepter. Bonaparte deviendra âgé ; homme dur dans sa jeunesse, il ne sera qu'un vieux tyran, c'est le seul avenir que sa présence nous promette. Quel contraste avec l'état de félicité dont nous jouissions depuis 8 mois. Que venait-il faire là ? C'est l'exclamation de toute la Nation depuis la 1^{ère} classe jusqu'à la dernière. Car une poignée

d'ambitieux et une vile populace tous également avides de pillage ne peuvent se dire la Nation. Les événements qui se préparent me diront si mes craintes sont fondées. A la fin de chaque semaine je noterai ce qui se sera passé et plutôt ce que les journaux auront omis, plutôt ce qui donnera une idée de l'état moral de la Nation.

20 mars 1815

Anecdotes relatives à la Révolution actuelle.

Mr de Fargues, maire de Lyon, a offert sa démission à Bonaparte, en le prévenant que son attachement connu pour la maison de Bourbon ne lui permettait pas de continuer à occuper cette place sous lui. Bonaparte, à qui cette franchise n'a pas déplu, l'a obligé à continuer ses fonctions, et lui a dit : votre oncle (feu m. de Satonay) m'a bien servi dans cette place, j'attends de vous les mêmes services.

A Besançon, le maréchal Ney a joué complètement tout ce qui l'entourait : il avait affecté les sentiments les plus exaltés d'attachement au Roi, avait même eu à ce sujet une longue conversation avec le marquis de Champagne qui, très royaliste, en avait été la dupe.

Le préfet de l'Ain (le baron Capelle) était venu auprès du maréchal prendre langue sur les dispositions du maréchal qui lui avait dit de se trouver le lendemain à la parade. Ce jour là, le maréchal se démasque, et après un discours, crie Vive l'Empereur, et annonce aux troupes qu'elles vont le rejoindre à Dijon. On dit que le général de Bourmont qui était présent était resté comme pétrifié d'étonnement et d'indignation ; que le commandant de la Garde Nationale a brisé son épée en morceaux et en a jeté les débris devant le maréchal qui ne s'en est pas ému. Un moment après il s'est expliqué de sa conduite avec le préfet de l'Ain. Nous n'y pouvions pas tenir, lui dit-il, nous étions abreuvés d'amertumes, d'avanies ; nous n'avions nulle considération ; toutes les places étaient données à des étrangers ; plus d'avancement pour nous. Il a ensuite avoué que cela se préparait depuis quelques mois. Et c'est pour quelques dédains, de la part de subalternes, que ces hommes ont vendu la France et l'ont livré à l'esclavage ! On sait à présent par des individus qui ont été à l'île d'Elbe que Bonaparte n'était point surveillée, et cette trahison des grands dignitaires de l'Etat explique comment le Roi a été pris au dépourvu, et comment il s'est fait que des grandes villes telles que Lyon et Grenoble n'ont point résisté. Aujourd'hui Joseph a passé ici à 3 heures du soir, sans changer de chevaux ; il a demandé si son frère a été bien fêté à Lyon et sur son passage. Quoique les questionnés sussent à qui ils avaient à faire, ils ont répondu naïvement : comme ça. Il a demandé ce que disait le pays, on lui a répondu : rien. Et ces réponses sont vraies. Les lettres de Paris sont arrivées décachetées, on n'a laissé passer que les nouvelles de commerce. Nous ne savons rien, on le croit entré à Paris aujourd'hui. Nous sommes presque dans le centre de l'orage qui a éclaté et par conséquent nous sommes les derniers instruits de ce qui se passe.

Le commerce est nul. La ville jouit d'un grand calme.

Bonaparte était à Vizille, pendant que les chefs qui étaient à Grenoble étaient indécis sur la conduite qu'ils avaient à tenir ; ils se décident enfin à pousser une reconnaissance sur l'endroit où on supposait qu'il pouvait être. M. de la B., colonel du 7^e régiment² donne cette commission à un officier bon royaliste et lui choisit des hommes sûrs. Cet officier appelé D. avance³, rencontre un officier de Bonaparte, lui signifie l'ordre de reculer et lui déclare que qu'il hésite, il lui tirera dessus comme il en a l'ordre. Cet officier veut entrer en pourparler, observe qu'il est français comme lui, qu'ils portent le même uniforme. M. D. insiste, l'officier se retire ; un peu plus loin m. D. rencontre le général Bertrand : même demande, même réponse, et même retraite de la part du dernier. Enfin plus loin m. D. voit venir à lui Bonaparte lui-même, en redingote grise, se présentant désarmé, les mains derrière le dos. Bonaparte appelle m. D. lui demande s'il aura bien la hardiesse de tirer sur lui ; ne suis-je pas toujours votre Empereur ? Ces paroles ; cette excessive confiance, l'idée de ne pouvoir remplir son devoir qu'en frappant des hommes qui provoquaient sa générosité, tout cela intimide m.D., son épée lui tombe des mains, ses soldats qui attendaient pour se décider, l'exemple

² Il s'agit du colonel de la Bédoyère.

³ Il s'agit du commandant Delessart.

de leur capitaine, se jettent dans les bras de ceux qui suivaient Bonaparte et tous marchent ensemble sur Grenoble entraînés comme par une puissance irrésistible. L'idée d'être obligé de se battre contre des Français a entraîné une grande partie de l'armée, dont beaucoup d'officiers étaient sincèrement attachés au Roi, ont été désespérés de trahir leur Roi, et ont bien pressenti les maux qu'ils allaient attirer sur leur patrie. Un témoin m'a raconté la conversation de Bonaparte avec m. de Fargues et beaucoup de détails sur son séjour à Lyon. Ne pouvant redire mot pour mot ces conversations décousues, il me suffit de dire que cet homme est toujours dur, brusque, a toujours cette conversation coupée, tantôt gigantesque, tantôt ridicule, souvent ironique, qui peint si bien son caractère. Il a toujours la mémoire très bonne, se rappelle d'une foule d'anecdotes ; il paraissait à Lyon aussi tranquille avec 3 ou 4 mille hommes que s'il eut été maître de la France, tant était grande en lui la confiance en sa fortune. Il a bien reconnu que les cris et les vociférations de ceux qui se sont déclarés pour lui ressemblaient à ceux des jacobins de 1793, et il n'a pu s'empêcher d'en faire le 1^{er} la remarque. Toutes les relations de l'enthousiasme des lyonnais à son arrivée sont fausses ; déjà arrive avec lui ce système de flagornerie et d'hypocrisie qui transforme tous les événements de la manière la plus flatteuse pour celui qui est puissant. On lui a parlé de la Belgique, et des bonnes dispositions de ses habitants à redevenir Français ; on lui en a dit à peu près autant des provinces de la rive gauche du Rhin ; cela a paru lui faire plaisir : et bien, a-t-il répondu il faudra leur rendre ce service. Nous savons ici qu'il est entré à Paris, mais point de détails. Une morne tranquillité règne toujours ici. On attend avec crainte les conséquences de cette révolution si rapide et qui ne lui a pas coûté une amorce.

J'ai dit que Monsieur avait fait rétrograder 2 régiments sur Roanne. Ce fait est inexact. D'après quelques détails qui m'ont été donnés, sur ce qui s'est passé à Lyon, il paraît que m. Gustave de Damas avait été envoyé à Bourgoing pour arrêter la marche de Bonaparte et qu'il avait été obligé de revenir avec 400 hommes moitié de sa troupe, dont le reste s'était réuni à Bonaparte. Monsieur n'avait pu, ni par ses harangues, ni par son argent émouvoir les troupes ; le duc de Tarente en avait été mieux reçu, mais n'avait pas eu plus de pouvoir, et avait été obligé de renoncer à toute espèce d'empire sur elles. Le duc d'Orléans qui était venu jusqu'à Lyon, et n'avait servi à rien, était reparti avant eux. Monsieur était parti à midi. Quand à Mac Donald, lorsque les troupes de l'avant-garde de Bonaparte débarrassaient les inutiles barricades du pont de la Guillotière, il était tout au plus au pont de Tilsit, fuyant à cheval escorté par 5 dragons. Un parti de dragons de Bonaparte se met à leur poursuite et les atteint au milieu du faubourg de Vaise. Les 5 se retournent, mettent le sabre à la main, répondent aux assaillants qu'ils ont promis à Mac Donald de la reconduire et qu'ils tiendront leur promesse. Les assaillants les laissent accompagner Mac Donald une demi lieue plus loin, et lorsque ce dernier est en sûreté, les 5 dragons reviennent se réunir aux troupes de Bonaparte. Mac Donald paraît s'être comporté loyalement dans cette affaire, où toute résistance était impossible, la rébellion des troupes devant rendre nulles toutes tentatives de résistance de la part de la garde nationale.

On avait arrêté trois voitures des équipages de m. Roger de Damas, commandant la division militaire, Bonaparte les a fait relâcher. Tous ces détails prouvent le peu d'animosité qu'il y a de part et d'autre.

Pendant que m. Roger de Damas fuyait, son frère, Gustave entraîné par le nombre, allait grossir la foule autour de Bonaparte.

Bonaparte ne trouve point mauvais la constitution donnée par le Roi, et il paraît qu'il l'amalgamera avec celles de l'Empire. On commençait à casser mes vitres en Bellecour au 1^{er} moment de son arrivée et le pillage de quelques maisons paraissait certain, on lui a demandé si ces exécutions populaires lui plaisaient, sur sa réponse négative, on a arrêté une cinquantaine de bandits, deux nuits passées à la cave de l'hôtel de ville leur ont appris que ce n'était pas tout à fait pour eux que cette révolution se passait.

2 avril 1815

Les journaux ont donné des détails inexacts sur cette révolution. Ils sont remplis des ridicules

prétextes inventés pour l'excuser. Il est faux qu'aucun noble ait songé à faire revivre ses droits féodaux. Personne n'a songé aux dîmes ; cela aurait été absurde puisque le clergé était payé et qu'il était probable que le Roi lui aurait donné une augmentation de traitement. Ce colloque de Bonaparte avec les paysans du Dauphiné est une insigne jonglerie. Rien ne fait mieux connaître la bassesse et l'habitude d'hypocrisie de la Nation que ces adresses présentées à Bonaparte. Lisez les et comparez les à celles que les mêmes corps de troupes ont fait quelques jours avant au Roi, lisez celles des 1^{er} corps de l'Etat quelques mois auparavant. Dans le nombre des signataires de ces adresses, il en est qui ont réellement et grièvement offensé le maître actuel ; tel est Augereau. On a remarqué dans les journaux cette demi justice rendue aux émigrés rentrés avec le Roi : on ne leur confisque pas les biens qu'ils auraient acquis en France depuis leur rentrée. Comme cela est loin des 20 premières années de la Révolution. Il est possible que les 11 mois du règne de Louis XVIII, ayant fait connaître aux Français un esprit de justice, de douceur, de modération qu'ils avaient oubliés, cela ait influé sur les résolutions prises actuellement, et que l'esprit de l'ordonnance de la réformation (la Charte) que l'on blâme tant aujourd'hui, ne nous procure quelque bien. Remarquez qu'on ne dit point de mal du Roi, et que, chose extraordinaire pour un homme habitué à gouverner si durement, la liberté de la presse paraît exister. Il faut que Bonaparte ne se sente pas bien assuré sur son trône.

Hier, 1 200 hommes ont passé en poste, sur des voitures de réquisition, elles viennent de Lons-le-Saunier, vont à Lyon, et se rendent dans le Midi. D'autres troupes passent par Lyon, pour descendre le Rhône. L'insurrection du Midi paraît sérieuse. Ces soldats, à Bourg, ont crié Vive l'Empereur, mais sans insulter les vaincus. Lorsque Monsieur passa à Bourg, l'automne dernier, nous autres royalistes, parcourûmes les rues, un drapeau blanc devant nous, et chantant des chansons à la louange des Bourbons. Le peuple nous imita et tout se passa très tranquillement. Ces jours-ci, des jeunes gens se sont réunis, ont parcouru les rues, le drapeau tricolore à la main, et ont chanté des chansons en l'honneur de Bonaparte et sur les mêmes airs que les nôtres, principalement sur l'air si connu de Vive le Roi. Le maire a voulu les en dissuader. Ils ont répondu que les nobles avaient chanté, qu'ils en avaient le droit à leur tour, ils ont promis qu'ils observeraient le plus grand ordre, que personne ne serait insulté et ils ont tenu parole. Cet ordre au milieu d'un rassemblement populaire est remarquable, et prouve comme je l'ai déjà remarqué le peu d'animosité de part et d'autre dans ce premier moment de cette révolution. Quelques voix, faibles encore, ont cependant crié, à bas les nobles, à bas les prêtres.

On disait que les soldats qui ont passé hier avaient entraîné leurs officiers dans cette révolte. Le commerce intérieur est faible, mais pas totalement anéanti.

5 avril 1815

En nous annonçant la nouvelle de la prise de Valence par les royalistes, ni Abrial, l'un de nos deux préfets du département (car au milieu de ce désordre Bonaparte, a nommé deux fois à la même préfecture) a, par une proclamation incendiaire, invité le département à se lever en masse et à s'armer ; dès lors cette imprudence change la face de notre pays et une deuxième révolution semble naître de la première. Des agitateurs colportent déjà des listes de proscription. Ils en fabriquent où ils inscrivent ceux de leur parti, où ceux qu'ils voudraient y entraîner, et ils attribuent ces listes à leurs ennemis. L'effet de la proclamation a été qu'un grand nombre de jeunes gens de l'âge de 14 à 18 ans, s'est fait inscrire pour ce commencement de guerre civile ; ces écoliers espèrent faire un petit voyage à Lyon, une promenade au delà, et revenir ensuite chez eux. On a remarqué qu'aucune personne d'un âge mûr n'a pris part à cet enrôlement. On craint d'être envahi de tous les côtés par les étrangers ; on craint la guerre civile sur tous les points du royaume, et comme on ne voit aucune mesure de précaution prise de ce côté, cette sécurité de Bonaparte confond notre prévoyance.

7 avril 1815

Aujourd'hui des commissaires ont parcouru les campagnes pour inviter les paysans à se lever en masse et à s'armer pour secourir Lyon qu'on suppose prêt à être attaquée par les royalistes ; comment ce ci finira-t-il ? un esprit de vertige saisit cette population, qui séduite par des restes

d'idées républicaines, ne s'aperçoit pas des malheurs qui vont fondre sur elle.

8 avril 1815

Un 1^{er} acte révolutionnaire a eu lieu cette nuit. Mr de la Bévière, maire de Sulignat, a été dénoncé comme ayant fait un amas de 500 fusils pour les royalistes. Hier au soir, par suite de cette dénonciation, 40 gardes nationales sont partis de Bourg, conduits heureusement par des officiers, honnêtes gens, cette troupe a cerné la maison de Mr de la Bévière, y est entré, et y a fait pendant la nuit toutes les perquisitions. Elle n'y a rien trouvé, comme cela devait être. D'autres visites ont été faites dans d'autres endroits. Cet acte de violence a répandu la terreur, et il jette un jour défavorable sur la nouvelle révolution. Je me suis expliqué avec plusieurs partisans, modérés de Bonaparte, au sujet des soulèvements, et de l'esprit d'insurrection qui s'est répandu dans les campagnes et dans le peuple des villes. Ils croient que tout cela est commandé, et que le gouvernement de Bonaparte s'est servi de ces moyens pour engager vigoureusement la guerre civile contre les royalistes du Midi. Le moyen est odieux, mais il leur a réussi. Beaucoup de propriétaires et d'ecclésiastiques sont insultés, mais ces petites misères n'effrayent point ceux qui n'en sont pas les victimes et qui en recueillent le fruit. En un mot on a lâché le jacobinisme contre nous, ainsi qu'avait fait le Directoire.

30 avril 1815

Nous venons d'avoir quelques jours de calme. Le Gouvernement en préparant la défense extérieure s'est aidé dans les journaux de toutes les ressources de la ruse et de l'hypocrisie pour détourner la guerre qui, cependant, paraît s'avancer à grand pas. Les proclamations, protestations et pièces diplomatiques respirent la plus pure vertu, la loyauté la plus grande, le désir le plus ardent de la paix ; les noms de religion, de providence, de respect pour toutes les institutions sociales sont dans la bouche de cet homme ; tout cela n'est plus qu'une hypocrisie inutile. On nous présente une constitution qui nous promet les garanties les plus fortes pour notre liberté individuelle. Je viens de dire des paroles du Gouvernement, voici maintenant ses actes que je vais raconter. Il a rappelé tous les anciens militaires, et par une suite de système, de frapper ses ennemis prétendus, de terreur, et de les mettre dans l'impossibilité de nuire, on a permis toutes sortes d'actions à ces hommes. Au lieu de suivre leur destination, ils se répandent dans les campagnes, vont d'une maison de campagne à l'autre, demandent de force à boire, insultent, volent et pillent. Comme si cela était d'obligation, les curés sont tous spécialement insultés. Ils ne dédaignent pas même les maisons isolées des cultivateurs ; ils vont s'y établir sans façon. Dans les auberges, ils se font bien nourrir et payent en injures. Ces scènes sont presque universelles dans le département, et l'autorité est muette. Ce projet de constitution fait tourner toutes les têtes et ce, à ce qu'il paraît, refroidi le zèle des républicains qui s'étaient donnés à Bonaparte. Tout dépend au reste de la campagne. Si Bonaparte a des succès, il s'affermira pour quelques temps sur son trône, et alors comment son despotisme s'accommodera-t-il de cette constitution mi-républicaine qu'il nous présente. S'il débute par des revers, sa chute sera prompt.

16 mai 1815

Les lois, arrêtés du Gouvernement se multiplient avec une rapidité excessive. Notre pays a pris un aspect plus triste. Les insultes continuent ; les assassinats commencent. M. de Villieux a été assassiné par un homme auquel il avait rendu service ; c'est l'usage des révolutionnaires ; il n'en pourra pas. Un curé a été tiré d'une maison voisine, lui étant dans son lit ; heureusement l'assassin a maqué d'adresse. Les autorités sont sourdes, muettes, et d'une impassibilité curieuse au milieu de cette explosion de tous les crimes. Au reste, en leur croyant de la bonne volonté, que feraient-elles. Les décrets impériaux sont la cause apparente de ces désordres ; les insinuations et menées jacobines en sont les causes plus immédiates.

Dans le Revermont, chose ridicule, les habitants montent la garde dans chaque commune, occupent les chemins, les défilés, et pourquoi ? Pour empêcher les communications entre des bourgeois leurs voisins, dont quelques uns ont 70 ou 80 ans. Un des ces messieurs a été dîner ces jours derniers

chez le vieux mr. Ch. ; on avait fait quelque difficulté pour lui laisser traverser un chemin public ; à son tour, il trouve tous les postes doublés pour prévenir les funestes effets de ce dîner. Les contes les plus absurdes ont été employés pour égayer cette race à demi civilisée, et mille fois prise pour dupe, elle le sera encore du premier venu. On a proclamé ouvertement la guerre du pauvre contre le riche ; chaque pauvre regarde tout ce qui a même un peu plus que lui comme une proie qu'il doit tôt ou tard dévorer. Tout ce jacobinisme réchauffé est contenu dans ce mot d'une paysanne qui voyant passer une bourgeoise presque mal aisée cependant lui crie : à bas la dame. Plusieurs décrets vont augmenter le désordre. Celui sur la réélection des maires a été fait dans le but de faire nommer dans toutes les campagnes les ennemis des nobles, des riches et des propriétaires forains. L'ordre de la levée des corps francs va donner un point de rassemblement légal à tous les brigands de l'intérieur, qui, sous prétexte de courir à la défense de leur pays, le pilleront. Cet ordre est bien assortie à la barbarie sauvage et étrangère aux mœurs européennes, qui caractérisent cet homme artificieux. Il ne connaît que le ressort de la cupidité ; il a tarifé tous les prisonniers qui pourraient être faits sur l'ennemi. Ce pas rétrograde vers la barbarie, serait terrible, s'il était exécuté ; il changerait la guerre, en faisant considérer chaque guerrier comme un butin plus ou moins précieux. Il a promis de faire payer par le trésor public le prix de ces prisonniers. Mais si il réussissait dans ses entreprises et qu'il ne veuille pas payer, qui l'empêchera de dire à ses partisans : ils vous appartiennent, faites vous payer ces rançons par leurs familles ; s'ils ne peuvent pas payer, faites travailler vos prisonniers pour votre compte, où vendez leur travail jusqu'à concurrence de la rançon. C'est ainsi qu'un germe du rétablissement de l'esclavage se trouve dans cette mesure qui paraît au 1^{er} coup d'œil n'avoir été prise que pour défendre son pays plus activement.

Les levées militaires se font sans obstacles. Tel est le courage habituel de la Nation ; telle est la puissance de 25 ans d'habitude et l'exemple de quelque uns d'entre eux payés pour encourager les autres, que ces malheureux conscrits partent avec les apparences de la gaieté. Jamais on n'a déployé contre eux plus de sévérité ; insultés, frappés, pris hors d'état de servir, ces injustices ne les rebutent point. Les enfants uniques de veuve, les soutiens indispensables de leurs familles, tout est pris parce que ce gouvernement sait qu'il doit tout risquer. Mais voici le revers de la médaille. Pendant que Bonaparte s'enfonce dans le jacobinisme, les royalistes, croyant dans une autre position, lui préparent de l'ouvrage. Des proclamations du Roi et des étrangers circulent partout, comme par enchantement. On en a glissé jusque dans les gibernes des soldats qui ont fini par les colporter. Les corps de troupes qui passent ici paraissent très soucieux. Malgré les 25 000 jacobins qui hurlent tous les jours à Paris, un parti nombreux s'oppose à la fois dans la capitale aux jacobins et à Bonaparte. On m'a assuré que des ordres du Roi étaient parvenus au préfet de ce département, et que cet homme froid et ami de l'ordre, est fort étonné d'avoir deux maîtres. Toutes les nouvelles sont incertaines. Mais nous démêlons très bien que toute l'Europe nous cerne comme un repaire de bêtes féroces, que les mesures violentes et purement défensives de Bonaparte annoncent un homme désespéré. Que l'effroyable discorde est semée entre tous les français, et que, si des chances heureuses n'arrivent pas comme 1814, nous sauver de l'ennemi et de nous mêmes, cet esprit de vertige dont la Nation est frappée, la perdra. Il est vrai que le Dauphiné, le département de l'Ain et le Jura sont connus pour leurs opinions républicaines et que nous ne pouvons juger de la France par notre petit coin ignoré.

18 mai 1815

Les gardes nationales où conscrits, par esprit d'indiscipline, de méchanceté, et par les instigations des jacobins, insultent, pillent et maltraitent tous ceux qu'ils appellent royalistes. L'autorité a refusé de punir ceux qu'on l'a forcé d'arrêter ; ce déni de justice a eu lieu le 12 du mois de la manière la plus formelle. Presque toute cette levée d'hommes est partie, aussi est on plus tranquille. Ces hommes sont saisis d'une espèce de délire. A entendre leurs cris, leurs vociférations, leurs hurlements, on les croiraient dévoués à la cause de Bonaparte et c'est pour les mettre et les maintenir dans cet état qu'il leur a permis ces désordres.

Les élections de représentants ont été très paisibles. Malgré les intrigues du parti Gauthier de l'Ain,

cet homme odieux à la Nation et redoutable par la perversité de son caractère, n'a pu être élu. Cependant il a eu jusqu'à 25 voix. Dans son moment de puissance, cet homme a fait nommer beaucoup de particuliers à diverses places lucratives, et une des conditions du marché qui les leur a procuré, est en outre la nécessité de paraître reconnaissant, ces chiens lui donnent leurs voix où lui en procurent lors des assemblées électorales ; ce qui n'empêchent pas qu'ils ne diffèrent d'opinion avec lui. On a plusieurs fois sondé ses chiens pour leur faire donner leur voix à d'autres personnes, ils ont déclaré qu'ils ne le pouvaient pas, qu'ils lui devaient leurs places, et lui avaient promis leurs voix en retour.

Je ne peux me dispenser de parler de cette fédération, espèce d'énigme politique qui vient encore troubler notre tranquillité. Ce pacte est en apparence insignifiant, puisqu'il ne paraît énoncer rien que ne soit déjà ordonné par les lois, mais il sert de prétexte de réunion à tous les malveillants. C'est le société des jacobins qu'on renouvelle sous une autre forme. La 1^{ère} assemblée a eu lieu hier. Mr P. père est venu de Lyon avec deux autres affiliés ; il a commencé par un discours incendiaire ; d'autres ont parlé ensuite avec un peu plus de modération. Les assistants au nombre de près de 200, ce qui était considérable pour le pays, ont parfaitement compris le piège et ont reçu cette nouveauté assez froidement. On a nommé un comité dont les membres ont été la plus part sages et bien pensants. Ils sont fort étonnés du rôle qu'on veut leur faire jouer.

20 mai 1815

Le journal de l'Ain a mis dans sa feuille que la fédération a été accueillie aux cris de Vive l'Empereur. Voici à quoi ces cris se réduisent. Mr P. a crié Vive l'Empereur. Grandjean a répété ce cri et une voix faible que l'on croit être celle de mr D. de Lyon l'a accompagné et voilà tout ».

Prix : 5 euros



**Association SEHRI
12 rue de la Liberté
01000 Bourg en Bresse**